

**Conseil économique et social**Distr.: Limitée  
18 mars 2004Français  
Original: Anglais**Commission des stupéfiants**

Quarante-septième session

Vienne, 15-22 mars 2004

Point 6 de l'ordre du jour

**Trafic et offre illicites de drogues****Afghanistan, Iran (République islamique d'), République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Thaïlande: projet de résolution révisé**

La Commission des stupéfiants recommande au Conseil économique et social d'approuver le projet de résolution ci-après pour adoption par l'Assemblée générale:

**Soutien aux efforts du Gouvernement afghan visant à éliminer l'opium illicite et à promouvoir la stabilité et la sécurité dans la région**

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* la Déclaration du Millénaire<sup>1</sup>, qui énonce les engagements, objectifs et buts interdépendants à réaliser, notamment en ce qui concerne le développement, la paix et la sécurité et la mise en place du cadre requis pour la coopération internationale en vue d'atteindre ces objectifs,

*Reconnaissant* la menace que constitue la culture illicite du pavot à opium ainsi que la production et le trafic de l'opium illicite, dont il a été question à la Conférence sur les routes de la drogue de l'Asie centrale à l'Europe, tenue à Paris les 21 et 22 mai 2003, compromet sérieusement la sécurité et la stabilité de l'Afghanistan, des pays voisins et de la région et pose problème aux pays dans le monde entier,

*Prenant note* de l'enquête sur la production d'opium en Afghanistan pour 2003, publiée par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime,

*Consciente* de l'engagement ferme et durable pris par l'Administration transitoire de l'Afghanistan aux niveaux institutionnel, juridique et administratif d'éliminer la culture du pavot à opium d'ici à 2013,

<sup>1</sup> Résolution 55/2 de l'Assemblée générale.



*Réaffirmant* les engagements pris par les États Membres dans la Déclaration politique adoptée par l'Assemblée générale à sa vingtième session extraordinaire, dans laquelle les États Membres ont considéré que la responsabilité de la lutte contre le problème mondial de la drogue était commune et partagée et exprimé leur conviction que ce problème devait être traité dans un cadre multilatéral<sup>2</sup>,

*Rappelant* que le Conseil de sécurité, le 17 juin 2003, a instamment invité la communauté internationale à fournir une assistance à l'Administration transitoire de l'Afghanistan en collaboration avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et dans le cadre de la stratégie nationale de lutte contre la drogue,

*Rappelant également* que, dans la section II de sa résolution 58/141 du 22 décembre 2003, elle a réaffirmé la Déclaration ministérielle commune et les mesures complémentaires destinées à donner suite aux plans d'action émanant de la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée adoptées au cours du débat ministériel de la quarante-sixième session de la Commission des stupéfiants<sup>3</sup>, et recommandé qu'une aide appropriée soit apportée à l'Afghanistan à l'appui des engagements pris par l'Administration transitoire de l'Afghanistan en vue d'éliminer l'opium illicite,

*Soulignant* l'importance et l'urgence de la mise en œuvre des cinq plans d'action adoptés par la Conférence internationale sur l'Afghanistan consacrée à la lutte contre les stupéfiants, qui s'est tenue à Kaboul les 8 et 9 février 2004, lesquels plans seront examinés à la Conférence internationale intitulée "l'Afghanistan et la communauté internationale: un partenariat pour l'avenir", devant se tenir à Berlin les 31 mars et 1<sup>er</sup> avril 2004, et des conclusions de la Conférence de Kaboul selon lesquelles la question des drogues illicites est une priorité absolue pour tous ceux qui se soucient d'assurer l'avenir de l'Afghanistan,

*Rappelant* que, dans la Déclaration ministérielle commune et les mesures complémentaires en vue de l'application des plans d'action issus de la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale, les ministres et autres représentants de gouvernements participant au débat ministériel de la quarante-sixième session de la Commission des stupéfiants ont recommandé qu'une aide appropriée soit apportée à l'Afghanistan, dans le cadre de la stratégie internationale globale élaborée, notamment, sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies et d'autres instances multilatérales, afin d'appuyer le Gouvernement transitoire de l'Afghanistan dans sa détermination à éliminer la culture illicite du pavot à opium et pour tenir compte de la situation exceptionnelle de ce pays, ce qui devrait contribuer à offrir d'autres moyens de subsistance et à lutter contre le trafic illicite de drogues et de précurseurs à l'intérieur de l'Afghanistan et dans les États et pays voisins le long des itinéraires de trafic, notamment par le renforcement de "cordons de sécurité" dans la région<sup>4</sup>,

*Rappelant* que l'Organe international de contrôle des stupéfiants, dans son rapport pour 2003, a fait observer que le commerce d'opiacés afghans générerait des

---

<sup>2</sup> Résolution S-20/2 de l'Assemblée générale, annexe, par. 2.

<sup>3</sup> A/58/124, sect. II, A.

<sup>4</sup> A/58/124, sect. II, A, par. 23.

fonds qui corrompaient les institutions, servaient à financer le terrorisme et la rébellion et déstabilisaient la région<sup>5</sup>,

*Rappelant* l'appel lancé le 12 février 2004 par l'Organe international de contrôle des stupéfiants à la communauté internationale pour que celle-ci appuie pleinement les autorités afghanes face à la situation concernant le contrôle des drogues, afin que soient satisfaites les obligations des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues, y compris l'article 14 de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961<sup>6</sup> et de cette Convention telle que modifiée par le Protocole de 1972<sup>7</sup>,

1. *Se félicite* de l'appui apporté par la communauté internationale, sur les plans bilatéral et multilatéral, par l'intermédiaire de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et d'autres organisations;

2. *Exprime* son soutien aux efforts déployés par les États Membres en vue de renforcer la coopération régionale dans la lutte contre la menace que représentent, pour la communauté internationale, la culture illicite du pavot à opium en Afghanistan et son commerce illicite;

3. *Demande* aux États Membres de renforcer l'appui financier et technique à l'Afghanistan pour permettre au Gouvernement d'appliquer avec succès sa stratégie nationale de lutte contre la drogue et, partant, de réduire la demande de drogues illicites en Afghanistan et la menace que font peser la culture illicite du pavot à opium et le commerce illicite de l'opium sur la paix, la stabilité et la relance socioéconomique de l'Afghanistan ainsi que sur la sécurité de la région et des autres parties du monde;

4. *Prie instamment* toutes les parties prenantes d'intensifier les efforts en vue de l'application d'une stratégie conjointe comprenant des mesures de détection et de répression, d'éradication, d'interception, de réduction de la demande et de sensibilisation, y compris des moyens de subsistance alternatifs conçus dans une perspective de développement plus large que ce qui est actuellement le cas, afin de créer des moyens de subsistance durables qui ne dépendent pas de l'opium illicite;

5. *Encourage* l'Administration transitoire de l'Afghanistan à accélérer la mise en œuvre de l'engagement qu'elle a courageusement pris à l'égard des cinq plans d'action adoptés par la Conférence internationale sur l'Afghanistan consacrée à la lutte contre les stupéfiants, qui s'est tenue à Kaboul, les 8 et 9 février 2004;

6. *Réaffirme* la nécessité de renforcer les mesures pour réduire la demande mondiale de drogues illicites, afin d'aider et de contribuer à pérenniser les efforts tendant à éliminer l'opium illicite en Afghanistan;

7. *Engage* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, sous réserve des contributions volontaires disponibles au titre soit des ressources à des fins générales, conformément aux principes directeurs de la Commission des stupéfiants pour l'utilisation des ressources à des fins générales<sup>8</sup>, soit des ressources

<sup>5</sup> Rapport de l'Organe international des stupéfiants pour 2003 (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.04.XI.1), par. 203.

<sup>6</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 520, n° 7515.

<sup>7</sup> Ibid., vol. 976, n° 14152.

<sup>8</sup> Résolution 44/20 de la Commission des stupéfiants, annexe.

à des fins spéciales, et encourage les États Membres concernés, les organisations internationales et les institutions financières à incorporer régulièrement dans leurs stratégies de coopération pour le développement, en coordination avec les objectifs du gouvernement, des mesures de lutte contre les stupéfiants pour que des moyens de subsistance alternatifs durables soient créés en Afghanistan.

---